



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



Caisse d'allocations
familiales
de Loire-Atlantique
Nantes

Lundi 25 mars 2024

Pour un monde sans patrons ni frontières, urgence révolution !

Le Nouveau Parti anticapitaliste (NPA) sera présent aux élections européennes de juin prochain, avec une liste conduite par Selma Labib, 28 ans, conductrice de bus et Gaël Quirante, 48 ans, syndicaliste à La Poste. Nous présentons une liste de travailleuses et de travailleurs, du public et du privé et de jeunes, étudiants ou salariés, pour mettre en avant les priorités de celles et ceux qui font tourner la société.

C'est nous qui travaillons, c'est nous qui décidons

Nous avons besoin de salaires décents pour vivre et pas seulement survivre : 400 euros de plus pour toutes et tous et pas de salaires, de pensions, de revenus sociaux inférieurs à 2 000 euros net ! Pas question de subir l'austérité alors que les profits des capitalistes sont au plus haut. Pour les seules entreprises du CAC 40, les bénéfices s'élèvent à 153 milliards d'euros en 2023, soit 12 milliards de plus que le précédent record de 2022. Pendant ce temps, Bruno Le Maire, ministre de l'Économie, annonce qu'il va falloir économiser 10 milliards d'euros en 2024 et 20 milliards en 2025... Milliards qu'il entend bien prendre dans nos poches et par des coupes budgétaires dans les services publics. Alors que la situation continue à se dégrader dans les hôpitaux, que profs et parents de Seine-Saint-Denis et d'autres quartiers populaires dénoncent une Éducation nationale en ruine et les projets d'école du tri social que le gouvernement veut mettre en place avec des groupes de niveau dès le collège, nous devons affirmer : nos vies valent plus que leurs profits !

Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée porte l'orage

Car ce ne sont pas les patrons qui vont se serrer la ceinture, ni l'armée. Quand il s'agit d'abreuver d'argent les industries de l'armement, le gouvernement est très dépensier. Alors que les ventes d'armes augmentent partout dans le monde, les marchands d'armes français se sont hissés sur la

deuxième marche de ce sanglant podium, juste derrière les États-Unis. Les grands groupes capitalistes savent transformer le sang des peuples en milliards de profits. Les discours guerriers de Macron n'ont pas pour but d'aider le peuple ukrainien, mais de vendre toujours plus d'armes aux dirigeants ukrainiens comme il en vend à bien d'autres pays, tels que l'Égypte pour réprimer sa propre population, ou à l'État d'Israël pour massacrer les civils de Gaza... Sa posture de chef de guerre vise aussi à tenter de nous souder derrière lui dans un réflexe d'union nationale en entretenant un climat de peur et de division entre les peuples.

Pour un monde sans patries, ni patrons ni frontières

Mais nous ne sommes ni de la chair à patron, ni de la chair à canon ! Ce n'est pas à cause d'autres peuples que notre vie quotidienne devient de plus en plus difficile, mais bien à cause de notre propre gouvernement et des capitalistes qui attaquent sans relâche nos salaires, nos retraites et nos quelques droits sociaux. Courant derrière l'extrême droite, Macron reprend une grande partie de son programme et désigne des travailleuses et travailleurs, qui n'auraient pas la « bonne » couleur de peau ou les « bons » papiers comme responsables de tous les maux. Nous n'avons rien à gagner dans le duel annoncé entre les listes de Macron et celle de Bardella-Le Pen. Nous avons en revanche tout à gagner dans des luttes collectives qui se donnent les moyens de renverser l'ordre établi, de contester le pouvoir des riches et des patrons. Il n'y aura pas de « sauveur suprême », pas de « jours heureux » sous le capitalisme. Le programme que nous défendons est un programme de lutte, dont la réalisation ne peut dépendre que de la volonté de millions de travailleurs et de travailleuses à prendre leurs affaires en main, à l'échelle de l'Europe et même du monde. Ils ont les milliards, nous sommes des millions : urgence, révolution !

Ça craque à la Caf

Épuisement professionnel, pression managériale, turn-over important... Comme l'a évoqué le journal Ouest France, les salariés de la Caf de Loire Atlantique ont débrayé et se sont rassemblés le 14 mars dernier pour dénoncer la dégradation de leurs conditions de travail. Les syndicats par voie de CSE demandent en effet un audit sur les risques psychosociaux au sein de l'entreprise, financé par la direction. Cette dernière a refusé et a assigné le CSE au tribunal pour que la justice tranche sur ce sujet.

Bien qu'insuffisantes, les aides de la Caf sont souvent le dernier rempart pour les foyers les plus précaires, surtout en cette période d'inflation. Les employés en ont conscience et déplorent à juste titre ne plus pouvoir effectuer leurs missions correctement du fait d'un management de moins en moins humain. A la Caf, comme dans les services sociaux, dans la santé et dans tous les services publics, ce sont les logiques comptables des dirigeants politiques et de leurs laquais qui mettent en danger à la fois les travailleurs de ces secteurs et les publics pour lesquels ils travaillent.

Quand l'État français coule des bateaux de migrants

Pour le gouvernement, la guerre aux migrants passe par tous les moyens. Une enquête du journal Le Monde, parue le 23 mars, met en lumière la pratique de plus en plus répandue des « interceptions en mer » par la police dans la Manche. C'est une pratique pourtant officiellement interdite car mettant grandement en péril la vie des migrants embarqués : un pas de plus dans l'inhumanité !

Attentat de Moscou : dans un monde à feu et à sang, personne n'est à l'abri

Le bilan de l'attentat qui a frappé un théâtre à Moscou s'élève désormais à 133 morts et des dizaines de blessés. L'organisation État islamique aurait revendiqué cette opération. Il

faut évidemment se méfier de telles revendications, mais celle-ci est plausible dans la mesure où l'État russe a réprimé dans le sang à plusieurs reprises les populations à majorité musulmane d'États du Caucase, à commencer par les Tchétchènes, mais aussi les Kazakhs, les Tadjiks et d'autres, sans oublier son soutien au régime de Bachar el-Assad en Syrie. On a également évoqué une branche dissidente des talibans d'Afghanistan qui ont eux aussi des comptes à régler avec l'État russe. De son côté, Poutine a cherché à instrumentaliser ce crime en accusant des Ukrainiens, tandis que la propagande ukrainienne a insinué que Poutine lui-même aurait pu monter une provocation. Dans ce genre d'affaire, aucun coup tordu n'est à écarter.

Mais une chose est certaine : ces actes terroristes, qu'ils se produisent à Moscou, Paris, New York ou ailleurs sont les retombées des innombrables guerres qui ensanglantent le monde. Tant qu'il n'y sera pas mis fin, même les habitants des zones éloignées des champs de bataille ne seront pas à l'abri.

Le traitement odieux des enfants handicapés

Une enquête du magazine *Zone interdite* (diffusée dimanche 24 mars sur M6) vient de mettre en lumière la défaillance complète de la prise en charge des enfants souffrant de handicap. Une journaliste enquêtant clandestinement s'est fait embaucher, sans aucune qualification ni formation. Les enseignants spécialisés font défaut, le nombre de places est insuffisant. Au point que 30 000 enfants et leurs parents sont aujourd'hui laissés sans solution. Plusieurs cas de maltraitance ont été signalés. Et, quand des parents se plaignent, des pressions sont exercées pour les faire taire. Il est clair que le sort des enfants handicapés n'intéresse guère ceux qui nous gouvernent. Il est vrai qu'ils deviendront difficilement des salariés rentables à exploiter. Ceci expliquerait-il cela ?